



ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL COMPOSÉ DES COMMUNES DE

CLICHY-SOUS-BOIS, COUBRON, GAGNY, GOURNAY-SUR-MARNE, LE RAINCY,  
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS, LIVRY-GARGAN, MONTFERMEIL, NEUILLY-PLAISANCE,  
NEUILLY-SUR-MARNE, NOISY-LE-GRAND, ROSNY-SOUS-BOIS, VAUJOURS, VILLEMOMBLE

Membres en exercice : 80

Présents : 60

Pouvoirs : 16

**CONSEIL DE TERRITOIRE**  
**SÉANCE DU 23 MAI 2017 À 20H**

**Délibération CT2017/05/23-12 – Réajustement du périmètre du droit de préemption urbain sur le territoire de Gournay-sur-Marne suite à l'adoption du PLU de la commune**

**Rapporteur : Claude CAPILLON, 1<sup>er</sup> Vice-président**

**DATE DE CONVOCATION** : Mercredi 17 mai 2017

**PRÉSIDENCE** de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

**LIEU DE RÉUNION** : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160).

**PRÉSENTS** : Mmes, MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORE Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARTH Franck, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOUCHER Martine, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Hélène, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, CLAVEAU Michèle, CRANOLY Rolin, DESHOQUES Monique, DUFFRENE Sylvie, EPINARD Serge, FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, FICCA Grégory, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GRANDIN Gaëtan, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, JARDIN Anne, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LELLOUCHE Nicole, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MALJEAN Jean-Pierre, MANTEL Aurélie, MARSIGNY Brigitte, MARTINS Marylise, MAUPOUSSIN Stéphanie, MIERSMAN Michel, PELISSIER André, PIETRASZEWSKI Jean-Jacques, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TEULET Michel, THIBAUT Magalie, VAVASSORI Patricia.

**ABSENTS/POUVOIRS** : Mmes, MM. BARRAUD Amélie (pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), BENTAHAR Abdelkader, BOURICHA Fayçale (pouvoir à MAUPOUSSIN Stéphanie), COPPI Katia (pouvoir à SARDA Patrick), DALLIER Philippe (pouvoir à GAUTHIER Christine), DELORMEAU Christine (pouvoir à JARDIN Anne), DEMUYNCK Christian (pouvoir à TEULET Michel), HUART Marie-Claude (pouvoir à BARTH Franck), ISCACHE Martine (pouvoir à AUBRY Bénédicte), ITZKOVITCH Ivan, MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à FICCA Grégory), MARTINACHE François (pouvoir à PELISSIER André), MILOTI Donni (pouvoir à MANTEL Aurélie), POPELIN Pascal, PRUDHOMME Gérard (pouvoir à BORDES Roselyne), REYGNAUD Marie-Françoise (pouvoir à SCHUMACHER Alain), TAYEBI Samira (pouvoir à KLEIN Olivier), TESTA Richard, TORO Ludovic (pouvoir à BAILLY Dominique), VIEUX-COMBE Evelyne (pouvoir à MAHEAS Jacques).

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Madame CALMEJANE Hélène

**Siège** | Hôtel de Ville de Noisy-le-Grand - Place de la Libération - 93160 Noisy-le-Grand | [www.grandparisgrandest.fr](http://www.grandparisgrandest.fr)

**Siège administratif** | 4bis, allée Romain Rolland - 93390 Clichy-sous-Bois | Tel. 01 41 70 39 10 | E-mail : [contact@grandparisgrandest.fr](mailto:contact@grandparisgrandest.fr)

## LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

**VU** la loi n° 2014-336 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

**VU** la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, et en particulier son article 102,

**VU** le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.211-2, dans sa rédaction issue de la loi précitée du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté qui prévoit que *« la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, d'un établissement public territorial créé en application de l'article L. 5219-2 du code général des collectivités territoriales, ainsi que celle de la métropole de Lyon en matière de plan local d'urbanisme, emporte leur compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain »*,

**VU** la délibération du Conseil municipal de Gournay-sur-Marne en date du 12 avril 1989 instaurant le droit de préemption urbain « sur la totalité des zones urbaines délimitées par le POS » et sur la « totalité du territoire couvert par un Plan d'aménagement de zone approuvé »,

**VU** la délibération CT2017/02/28-09 du Conseil de territoire en date du 28 février 2017 rappelant que le droit de préemption urbain est applicable sur l'ensemble des secteurs où il était institué sur chacune des Communes membres à la date du transfert du droit de préemption urbain à l'Établissement Public territorial,

**VU** la délibération du Conseil municipal de Gournay-sur-Marne en date du 25 juin 2014 ayant prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU),

**VU** la délibération du Conseil municipal de Gournay-sur-Marne du 7 octobre 2015 sur le projet d'aménagement et de développement durable de la commune (PADD),

**VU** la délibération du Conseil municipal de Gournay-sur-Marne en date du 22 décembre 2015 ayant arrêté le projet d'élaboration du PLU,

**VU** la délibération du Conseil municipal de Gournay-sur-Marne en date du 22 décembre 2015 sollicitant l'EPT Grand Paris Grand Est pour la poursuite de la procédure d'élaboration du PLU,

**VU** la délibération du Conseil municipal de Gournay-sur-Marne en date du 29 septembre 2016 émettant le vœu que l'organe délibérant de l'EPT Grand Paris Grand Est approuve la version définitive du PLU,

**VU** l'arrêté du Président en date du 25 mars 2016 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté par le Conseil Municipal,

**VU** la délibération du Conseil de territoire en date du 18 octobre 2016 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Gournay sur Marne,

**CONSIDERANT** qu'il convient de mettre à jour la délibération du 12/04/1989 du Conseil municipal de Gournay sur Marne, instaurant le droit de préemption urbain « sur la totalité des zones urbaines délimitées par le POS » et sur la « totalité du territoire couvert par un Plan d'aménagement de zone approuvé » en réajustant le périmètre du droit de préemption et ce, afin de donner à l'EPT et à la Ville la possibilité de constituer des réserves foncières qui recevront à terme des opérations destinées à favoriser le développement économique et social de la commune, ou toutes actions spécifiques entrant dans le cadre des actions définies à l'article L300-1 du code de l'urbanisme,



Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

**DECIDE** de réajuster le périmètre du droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Gournay-sur-Marne sur le nouveau périmètre des zones U : UA, UAA, UB, UG et UI du PLU telles que définies dans les documents du PLU,

**DIT** que la présente délibération deviendra exécutoire après les mesures de publicité suivantes :

- Affichage au siège de l'Établissement public territorial pendant 1 mois. Pour l'application du présent alinéa, la date à prendre en considération pour l'affichage au siège de l'Établissement public territorial est celle du premier jour où il est effectué ;
- Affichage en Mairie de Gournay-sur-Marne pendant 1 mois. Pour l'application du présent alinéa, la date à prendre en considération pour l'affichage en Mairie est celle du premier jour où il est effectué ;
- Mention dans deux journaux diffusés dans le département ;
- Publication au recueil des actes administratifs.

**DIT** que copie de la présente délibération sera adressée :

- au Directeur Régional des Finances Publiques,
- au Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre Départementale des Notaires,
- au Barreau constitué près le Tribunal de Grande Instance de Bobigny,
- au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Bobigny,

**PRÉCISE** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Montreuil, sis 7 rue Catherine Puig 93558 MONTREUIL CEDEX dans un délai de deux mois suivant les formalités de rendu exécutoire.

*Ainsi fait et délibéré en séance, le 23/05/2017.*



Le Président,

Michel TEULET

Le Directeur général des services,  
par délégation du Président,  
certifie le caractère exécutoire du présent  
acte reçu en Préfecture le

**29 MAI 2017**

Affiché - Notifié le  
Le Directeur général des services,  
Guillaume Clédière

